Centres sociaux—L'union fait la force

4400 bénévoles, 4600 salariés, 86000 usagers : les 107 centres sociaux représentés par sept fédérations et unions départementales du Grand Est se sont regroupés la semaine dernière en réseau régional. Un acte politique et stratégique.

De gauche à droite, Roger Richard, Michel Bauer et Dominique Garet : « Entre la suppression des contrats aidés et la baisse des dotations de la politique de la ville, c'est la double peine. » Photo RL

Pourquoi créer un réseau Grand-Est des centres sociaux ?

Dominique Garet, vice-président national des centres sociaux et socioculturels : « Ce réseau nous permettra de mutualiser nos capacités et d'organiser une stratégie autour de nos actions et nos partenariats. En nous associant, nous espérons faire valoir, plus haut et plus fort, le sens de nos actions et leur efficacité »

Quel est précisément le rôle d'un centre social ?

Roger Richard, trésorier départemental des centres sociaux 57 : « Nous sommes en prise directe avec le quotidien des habitants, dans un quartier ou un secteur donné. Nous sommes un peu les généralistes du social en agissant dans des domaines très différents mais complémentaires. Comme la parentalité, le logement, la lutte contre l'exclusion, l'emploi et l'insertion professionnelle, l'accès à la culture, etc. Nous nous adressons également à toutes les générations, enfants, parents, ados… D'où le côté rassembleur du centre ».

Voyez-vous les problématiques de la société évoluer ?

« Nous sommes aux premières loges. On constate un appauvrissement général de notre public. C'est très net. Les familles monoparentales ont toujours été importantes, mais depuis dix ans, on voit apparaître des familles nombreuses monoparentales. Pour elles, une activité à 2€ par enfant, c'est un problème. Quand un parent estime qu'un enfant peut rester seul, il ne le met plus au centre. Du coup, on propose de plus en plus d'activités gratuites ».

La suppression des emplois aidés est-elle un problème pour vous ?

« Les contrats aidés sont vitaux pour le fonctionnement de nos centres. Rien qu'en Moselle, cela ferait 90 suppressions d'animateurs pour l'accueil enfants. Or, le règlement imposé par la CAF est strict. Nous devons avoir un animateur pour douze enfants. Toujours en Moselle, nous avons fait le calcul et dans ces conditions, 1 080 enfants ne pourraient plus être accueillis ».

Michel Bauer, vice-président de la fédération des centres sociaux du Bas-Rhin : « C'est la double peine pour nous. Fin des contrats aidés, donc moins d'enfants et moins de rentrées financières. Le tout, associé à l'annonce d'une baisse des dotations de la politique de la Ville. L'avenir s'annonce très sombre pour nous. J'ai peur que des centres ferment.

Le gouvernement est à côté de la plaque ».

Comment pouvez-vous agir ?

Dominique Garet : « La rentrée s'est faite sur les chapeaux de roues. Pour tout le monde. Les rendez-vous avec les préfets et les élus se sont multipliés. Au national, nous mettons en place un diagnostic ; quels impacts pour les centres, nos financements et nos usagers. Nous demandons un moratoire. Qu'au moins on regarde nos pratiques concernant la gestion de nos contrats aidés. 80 % ressortent avec une formation qualifiante ou certifiante. On a ce savoir-faire sans jamais en parler. Si on n'obtient rien, il faudra bouger ! ».

Propos recueillis par Laurence SCHMITT

DNA 04/10/2017